

le pensent, pour régulariser simplement leur situation vis-à-vis de l'Etat, pour prévenir ou réprimer des abus, mais pour entraver d'abord, pour paralyser au jour le jour, pour détruire pièce par pièce leur action et amoindrir ainsi l'influence de l'Eglise et de la religion dans notre pays. Car, ce que les sectes veulent, ce n'est pas une réglementation plus ou moins serrée de la vie religieuse en France, c'est sa disparition. C'est là un programme étudié, discuté, et voté depuis plus de dix ans dans les Loges, et les orateurs les plus en vue des partis avancés, à la Chambre et au Sénat, l'ont avoué à la tribune, avec une franchise de langage qui ne laisse point place à l'illusion.

A qui fera-t-on croire que toutes ces pauvres filles, Carmélites, Bénédictines et autres réfugiées en Belgique, en Angleterre ou en Suisse, étaient une menace pour l'ordre public? Celles qui sont parties n'étaient pas plus dangereuses que celles qui sont restées et que vous voyez à l'œuvre tous les jours. Les religieux seraient-ils plus redoutables que les femmes? Leur mission n'a pas de caractère politique. S'ils se préoccupent, avec tous les honnêtes gens, de la tyrannie qui pèse sur les consciences et des progrès du socialisme révolutionnaire, il ne leur en coûte point d'être loyalement de leur temps. Ils ne songent guère à travailler, comme on le prétend, contre la République; mais ils la rêvent moins sectaire et moins étroite, plus respectueuse des droits et des libertés de chacun, plus préoccupée des intérêts supérieurs du pays et plus soucieuse de nos gloires nationales, plus française enfin, dans le sens large et patricien du mot.

Une autre manœuvre a eu plus de succès. Avec une mauvaise foi que nous avons trop souvent rencontrée pour en être surpris, la presse hostile a tenté d'égaler l'opinion en attribuant aux congrégations une richesse qu'elles n'ont pas. Elle a fait grand tapage autour du « Milliard des congrégations, » et la formule a trouvé du crédit dans les milieux ouvriers. Malheureusement, pour les religieux d'abord et ensuite pour les pauvres, des calculs plus sérieux et plus précis, puisqu'ils émanent du gouvernement lui-même, ramènent cette évaluation fantaisiste à des chiffres beaucoup plus modestes, environ 500 millions en chiffres ronds, y compris les immeubles.